

L'union européenne ou l'art de civiliser la guerre par l'économie

Un regard biaisé sur l'Europe

Membre fondateur de l'Union européenne, la France a un rapport contrarié avec l'Union européenne. Des difficultés économiques et une contestation récurrente du fonctionnement du marché intérieur européen rendent son influence complexe dans l'UE depuis des années.

L'entretien du mythe de l'Europe facteur de paix et quelques illusions de contexte géopolitique, bercent les propos des commentateurs de la scène européenne en France. Ce conteste est alimenté par nos divisions picrocholines entre « pro » et « anti » Europe affaiblissent grandement notre influence en Europe.

Critiquer comme encenser l'Europe est un non-sens. Elle n'est en tant que réalisation responsable de rien. Tous les enjeux résident dans les contenus de politiques européennes, dans la manière dont on s'en saisit dans les Etats membres ainsi que dans les processus d'influence.

Ainsi, nos circonvolutions intellectuelles - si brillantes soient-elles - tendent souvent à nous éloigner du réel. Le lyrisme français sur « l'Europe qui protège » est fondé mais il demeure une chimère.

Cette affirmation, totalement réversible, est aussi vraie que fausse. D'abord parce que cette vision est peu partagée, voire même connue, en Europe. Ensuite, « l'Europe qui protège » dépend des cadres politiques européens. Et plus encore, de la manière dont la France se protège ou en utilise les opportunités ! Tel est bien l'enjeu. Les Français en Europe donnent le sentiment de vouloir avoir raison sans avoir la volonté de gagner. La culture de la raison est notre pire ennemie car elle tend à occulter notre capacité à comprendre que les enjeux d'une Europe très compétitive.

Dans l'UE, les technologies, les innovations, les stratégies politiques, le droit, la finance travaillent ensemble pour détruire un modèle concurrent et imposer un modèle économique dans le marché de l'ensemble des Etats membres. Les gagnants s'adaptent, se réorganisent sans cesse. Ils sont éloignés des logiques de renversement de systèmes pour être tout simplement besogneux en allant chercher des victoires micro-économiques par les stratégies et les cadres juridiques européens.

L'Europe du nord en est l'exemple parfait. Pour avoir conçu l'Europe comme une extension du Bénélux, elle y pioche des relais de croissance impressionnants à travers des excédents commerciaux records. The Economist titrait en juillet 2017 « The German problem » en décrivant ces déséquilibres.

Sans négliger des logiques d'optimisation, par exemple le dumping social dans la filière agro-alimentaire, la raison n'est pas à rechercher principalement dans un « modèle allemand » que ne nous pourrions transposer en France. L'Allemagne tire son succès moins de son modèle que de sa capacité à maîtriser les logiques du marché intérieur européen, technologie, législation, fonds, ...

Comme les Etats concurrents dont la France peine à faire de même, son succès est démultiplié sans risque ! Retrouver un équilibre dans les échanges économiques entre pays européens est un enjeu central pour conserver le projet européen. Pour la France, sortir de son affaiblissement économique, signifie aussi retrouver une influence afin de construire une Europe plus solidaire et plus efficace sur la scène internationale.

L'Europe est un espace de coopération et de compétition économique

Le constat est sans appel. L'Union européenne n'est pas la paix mais l'art de civiliser la guerre sous l'angle économique. Exprimé autrement, la France doit accepter l'Europe comme espace de coopération et de compétition. En effet, Les deux notions se renforcent en permanence, on coopère avec ses concurrents.

Tout acteur européen observe quotidiennement les lobbies procéder à la défense d'intérêts communs à une filière. Ainsi des agents économiques concurrents se regroupent sous une même bannière pour coopérer à la défense de leurs intérêts. Concomitamment, ils n'en demeurent pas moins concurrents et se livrent à des attaques féroces sur d'autres sujets européens pour prendre des parts de marchés.

Les armes de cette guerre économique entre filières, entreprises, territoires, Etats, sont les stratégies de l'UE. Dans cette guerre, on pilonne avec la législation, les normes, les programmes européens et une modélisation d'activités, de technologies, dans le marché intérieur.

Ainsi, la législation européenne peut anéantir ou valoriser une activité. Par un financement européen, on crée autant du droit qui affectera un concurrent que l'on aide une entreprise à atteindre les stratégies de l'UE.

Or, depuis des années, la France tente de changer la gouvernance macro-économique de l'Europe. Nos représentants ont une analyse juste des déséquilibres macro-économiques et des avantages compétitifs donnés aux économies exportatrices avec l'euro. Mais, s'il est nécessaire de plaider pour ces changements, force est de constater que nous obtenons peu de résultats en l'espèce. Par peur d'affecter l'édifice européen, les actions de la France en Europe se sont donc situées sur des revendications liées à l'amélioration des cadres-macroéconomiques sans entrer dans les logiques de rapports de force.

Pourtant, on peut défendre les intérêts de son pays, être respectueux des autres nationalités, et être « européen ». Procéder ainsi va même établir des points d'équilibres entre Etats membres, lesquels sont nécessaires à l'achèvement d'un marché intérieur accepté par tous.

Qui peut prétendre que l'Allemagne n'envoie pas de messages pro-européens ? Et le projet européen est d'autant mieux accepté outre-Rhin qu'il alimente les succès économiques ! Pour être plus précis, les filières économiques allemands engrangent les succès micro-économiques dans le marché intérieur européen.

Certes, opposer macro et microéconomie invalidant. De plus, nul ne nie que la prospérité d'un Etat dans le marché intérieur provienne de sa capacité à en utiliser tous les cadres « macro » comme « micro » et nous ne devons rien négliger.

La difficulté provient du fait que changer les « macro » demande l'accord d'autres Etats, de mettre en place des rapports de force très durs, quand avoir des succès « micro » dépend d'abord de nous, de notre capacité à rechercher des stratégies gagnantes dans les mécanismes du marché intérieur.

Les règles du marché intérieur sont des logiques « d'ubérisations » par la politique et le droit

Comment expliquer les succès économiques des uns et pas des autres ? Les écarts se creusent entre les niveaux de richesses des Etats membres. Pourtant, à l'exception de l'Europe de l'est et du sud, mieux dotées en fonds européens, les cadres européens sont identiques pour tous les Etats.

Tout procède donc de la capacité à les travailler pour qu'ils modélisent, sécurisent et développent les intérêts économiques de leurs promoteurs.

Une législation et/ou un financement issu d'un programme européen peut anéantir une entreprise ou un concurrent. De même, rechercher des relais de croissance dans d'autres Etats va modéliser les intérêts économiques d'une filière sur l'ensemble du territoire européen. Plus un modèle économique est partagé en Europe plus il inspirera la législation européenne (et inversement). Investir dans les 28 Etats membres protège davantage l'emploi chez soi que cela ne le détruit !

Associés à des stratégies d'intelligence économique comme à des logiques de financements d'activités adaptées aux besoins des acteurs économiques, les résultats sont encore plus rapides et violents en termes de destruction des concurrents.

Chacun comprend aujourd'hui les risques d' « ubérisation » de ses activités par les nouvelles technologies. Finalement, Uber vient d'être « ubérisé » par l'UE qui a qualifié les activités de cette société d'entreprise de transport et non de simple entreprise de mise en relation numérique.

En Europe, par les logiques du marché intérieur européen, les risques politiques, juridiques et économiques constituent des menaces ou des opportunités depuis des années. 1987 est la date d'entrée en vigueur de l'acte unique et des premières « ubérisations » européennes !

Le plongeon du déficit commercial français dans le marché intérieur (50% du déficit dans l'UE, 50% avec la Chine)

Le marché intérieur européen a considérablement renforcé la puissance exportatrice de l'Allemagne. Les intérêts de l'économie allemande s'en trouvent ainsi modélisés et sécurisés dans 28 Etats.

La comparaison avec la France est féroce. Ainsi, en 2016, l'économie allemande aura réalisé plus de 15 Mds d'euros de bénéfice dans ses échanges commerciaux avec la France. (Source : Douane française). Ce montant représente un quart du déficit commercial de la France.

Or, cette situation n'aurait rien de dramatique si elle procédait de logiques d'investissements ponctuelles (par exemple en raison d'une nécessité de nous équiper en machine outils afin de faire concurrence à l'industrie Outre-Rhin).

Mais il n'en est rien. La structure de ce déficit est essentiellement fondée sur des dépenses de consommation courante.

Ainsi, au-delà du déséquilibre avec l'Allemagne, le marché intérieur européen aura creusé plus de 50 % du trou abyssal de notre déficit commercial : 30 milliards d'euros ! Cela signifie que les Français travaillent et s'endettent pour faire tourner l'économie de leurs partenaires européens.

Le corollaire du déficit commercial est l'investissement !

L'Allemagne est le premier investisseur en France. En d'autres termes, les opérateurs économiques d'Outre-Rhin nous rachètent ou développent des activités en France encore plus facilement avec les milliards d'euros de leur excédent commercial.

En conséquence, les Français alimentent cette spirale du succès germanique. Nous assistons passivement à des achats par effet de levier « LBO / Leverage Buy-Out » d'Etats. Et les citoyens des pays dont le commerce extérieur est déficitaire financent la dépossession de leur économie par les pays excédentaires.

Cette logique implacable ne connaît pas de limite. Pourtant, dans les années 2000, la Commission européenne avait initié une procédure contre l'Allemagne et son économie guerrière dans le marché intérieur. Elle n'a pas été poursuivie sans doute en raison d'un lobbying efficace de la part des allemands et d'une passivité des Etats déficitaires.

Comment sortir de cette situation intenable ?

Le déficit commercial semble indolore en France. Quant aux investissements étrangers, nous nous en réjouissons. Tout n'est effectivement pas négatif même si de nombreux exemples ont montré que cela n'engendrait à terme des fermetures d'activités industrielles et une disparition de propriété intellectuelle.

Ce cocktail « déficit commercial / rachat d'activités » par des investisseurs étrangers se reproduit d'année en année et devient la cause de tous nos problèmes. En effet, il contribue à plomber notre balance des paiements, laquelle témoigne de notre appauvrissement.

Notre attention est détournée. Nos partenaires européens l'ont si bien compris que pour profiter encore de l'aubaine, ils posent le débat sur nos déficits publics.

Evacuons les questions relatives à l'optimisation de nos dépenses publiques, l'impérieuse réforme de notre administration et toutes les questions qui s'y attachent. Tout ce ceci est à faire avec ou sans contraintes européennes.

En revanche, le lobbying très agressif de nos partenaires européens à Bruxelles autour de notre déficit public permet surtout de garantir leurs marges bénéficiaires chez nous.

Plus les Français se déchirent sur leurs politiques publiques, moins ils travaillent les logiques du marché intérieur. Plus les politiques publiques sont réduites, notamment en vendant des actifs de l'Etat dans nos entreprises ou en réduisant nos investissements, plus on assure encore pendant quelques temps les bénéfices des acteurs économiques des Etats voisins.

A nouveau, sans entrer dans le débat inhérent aux choix à opérer dans nos politiques publiques, certaines étant nécessaires à notre développement économique, d'autres moins, nos difficultés économiques sont à rechercher ailleurs. Nous n'avons réduit ou optimisé aucune politique publique en fonction de ce que nous pourrions gagner ailleurs dans l'UE à 28 Etats.

A l'inverse l'Allemagne déploie des efforts de lobbying à Bruxelles pour aligner les stratégies, le droit, les financements, de l'UE en lien avec les technologies qu'elle exporte. Même l'ancien Président du Parlement européen, M. Schutz (SPD), a reconnu que l'Allemagne s'était enrichie en appauvrissant ses voisins européens.

Or, la France ne pourra pas financer ses écoles, sa sécurité, sa santé ou des impératifs de recherche et développement sans rechercher une croissance dans le marché intérieur.

De même, les débats sur les coûts du travail ou la fiscalité en France sont surréalistes. Sans s'interdire de moderniser nos dispositifs, il faut être conscient que les Etats du nord de l'Europe - tous gagnants dans le marché intérieur - connaissent des systèmes équivalents. Certes, ils s'autorisent quelques pratiques de dumping par filières chez eux et à l'est de l'Europe.

Nous n'avons pas le vraiment le choix

Les logiques défensives sont inopérantes. Les règles du marché intérieur nous interdisent les barrières douanières. Trois options se présentent donc : en sortir, changer l'Europe ou s'adapter aux cadres actuels. Par pragmatisme, comme nos voisins, optons pour la troisième.

Il est en effet illusoire de changer l'Europe (option 2) sans peser davantage dans son économie.

La seule solution aujourd'hui exploitable repose donc sur une mobilisation de pans entiers de notre économie pour les projeter dans les économies des 28 Etats membres en profitant des cadres européens.

Le budget européen aggrave la situation

La France est un Etat contributeur net au budget de l'UE à hauteur de plusieurs Milliards d'euros. Sans entrer dans la polémique sur les chiffres, la fourchette se situe entre 5 et 9 milliards d'euros.

Ce déficit à pour causes principales : une insuffisance de participations des acteurs économiques Français dans les programmes européens ainsi que difficultés à utiliser les fonds de la politique régionale européenne. Dans les régions, des aides décentralisées, les fonds sont alloués au titre d'une solidarité entre territoires européens. Il serait inconvenant de remettre ce principe en cause même si des aménagements juridiques sont à opérés pour éviter de subventionner les délocalisations.

En conséquence, les régions françaises - au PIB supérieur à la moyenne communautaire - sont forcément moins bien dotées que celles de l'Europe de l'est ou du sud. Les fonds européens disponibles en France ont donc un coût supérieur à la mobilisation de nos impôts.

Nous aggravons même la situation par la solidarité nationale entre territoires de l'hexagone. Plus l'Etat aide les territoires... moins ils auront de fonds européens puisqu'ils seront finalement moins « pauvres » ! L'Italie connaît une situation inverse. Les régions du sud de l'Italie sont fortement aidées par l'UE à défaut de l'être par l'Etat italien. Bien joué !

Ainsi, l'Italie perçoit beaucoup plus de fonds européens que la France alors que l'écart de PIB (le critère d'attribution) comparé à l'échelle des pays mais pas des régions, ne justifierait pas cette différence. Ainsi, plus nos élus territoriaux demandent des fonds européens avec ce mode opératoire, plus ils augmentent l'écart entre la contribution nette de la France au budget de l'UE et ce qui est reçu en retour en France. C'est imparable ! De plus, alors que les fonds européens ont un coût bien supérieur à la mobilisation de notre propre impôt, nous devons ajouter notre difficulté à utiliser en France ces sommes disponibles.

Malgré le transfert de la compétence aux régions, à 2 ans de la fin des programmes (sur une période de 7 ans), nous n'avons programmés que 23 % des montants disponibles.

Considérant qu'il est probable que sur ces 23 % tous les projets n'aboutiront pas ... il est à craindre que la future négociation française dans la prochaine programmation de fonds européens qui commence soit affectée.

« L'Allemagne paiera »

C'est exact mais elle recevra davantage en retour ! L'Allemagne nous démontre aussi qu'être contributeur net au budget de l'UE n'est pas problématique en soi. Les Etats du nord-ouest de l'Europe sont confrontés aux mêmes réalités que la France. Leur contribution est même supérieure et ils en retirent profit dans tous les cas de figure. A savoir, « chez eux », dans les Etats contributeurs net au budget de l'UE, les fonds européens servent à formater les évolutions de la législation européenne dans le but sécuriser et modéliser leur économie en Europe. L'innovation principale, cœur de cible des financements européens, sert de démonstrateur de ce qu'il faut ensuite établir comme normes européennes. Puis, ces projets sont appuyés par des investissements en capital et de l'ingénierie financière plus rentables et davantage sécurisant que les subventions pratiquées en France. Pendant ce temps en France, les sociétés de conseil mobilisent leurs énergies et savoir-faire pour aider des territoires en attente de subventions éloignées des stratégies européennes et avec des sommes plus onéreuse (cf. infra) que la mobilisation d'argent public national ou local. Même si nous sortons progressivement du syndrome des « ronds-points » financé par le FEDER, des pas de géants restent à accomplir pour utiliser les fonds européens à l'appui de stratégies d'intelligence économique.

« Chez les autres », dans les Etats bénéficiaires : aller rechercher les fonds au bénéfice de relais de croissance des agents économiques des Etats contributeurs. En effet, contrairement à ce qui est pratiqué en France, il ne s'agit pas de délocalisations.

Ces Etats sécurisent les activités économiques de leur territoire en allant chercher des relais d'investissements ailleurs. Ainsi, ils bloquent toute captation de ces fonds par des concurrents et ils déploient un modèle dans l'ensemble de l'Union. Lequel modèle sera dominant donc repris par le législateur européen.

Nous devons garder à l'esprit que les fonds européens sont disponibles pour servir des technologies ou des projets pensés dans les Etats contributeurs. Octroyés aux régions les moins favorisées, ces fonds créent une illusion de solidarité européenne. Mais, les fonds européens sont d'abord du droit européen. Les décideurs européens contributeurs nets qui adoptent ces textes ne se mutilent pas. Les fonds structurels ont une double utilité, à titre principal : servir les logiques de relais de croissance de ceux qui financent et à titre accessoire : créer de l'activité dans des régions plus en souffrance.

Bruxelles, des aides directes ...

A ce qui précède s'ajoutent les fonds disponibles en gestion directe par l'UE. Octroyés par des mécanismes très sélectifs dans ces comités d'experts à Bruxelles, ces aides servent de laboratoire des choix technologiques et économiques ayant pour objet d'assurer la réussite des stratégies européennes. Ces aides vont sécuriser des technologies et des modèles économiques.

Puis, il convient aussi de considérer les dispositifs de la banque européenne d'investissement, utiles également pour effectuer des effets de leviers financiers.

Par conséquent, le budget européen participe pleinement à modéliser l'économie européenne.

Du commerce extérieur aux investissements dans le marché intérieur européen, en passant le budget de l'Union, la boucle est bouclée.

Ce sont des stratégies d'intelligence économique européenne consolidées par des stratégies politiques et du droit positif européens qui font les gagnants.

En résumé, l'Europe mise en formule mathématique imparfaite est :

Cadres macro-économiques (la monnaie) + cadres micro-économiques (technologies, stratégies politiques, législations, normes, programmes européens, modélisations dans le marché UE - 28, ...) = (commerce extérieur - contribution au budget de l'UE) x retour / investissements.

La France est un des rares Etats à avoir un déficit commercial et une contribution nette. Il résulte une situation très problématique. Participer en l'état au marché intérieur européen engendre un déficit qui se situe donc entre 35 et 44 milliards d'euros en 2016. (30 milliards de déficit commercial + 5 à 9 milliards de contribution net au budget de l'UE).

Pour combien de temps encore ?

En France, c'est délicat mais on peut être européen sans être eurobéat. Souvent taxé d'euro prudent à tort, je peux affirmer que vouloir sauver l'Europe exige de la considérer telle qu'elle est. Etre pour l'Europe, revient à s'engager pour des politiques spécifiques. A titre d'exemple, on peut être pour l'Europe et contre la directive détachement des travailleurs ou encore être contre le fait de prendre l'argent des contribuables de l'ouest pour délocaliser leurs usines à l'est. En comparaison, lorsque l'on s'oppose à une politique en France, on n'est pas contre la France !

Le débat européen est biaisé en France. Le temps est venu de détacher l'idée européenne, l'Europe, des politiques votées par nos décideurs. A défaut, des millions de Français seront projetés dans les camps eurosceptiques. Les Français, dans leur immense majorité, sont conscients et souffrent du décrochage de leur pays. Un mouvement de rejet de l'Europe est logiquement stimulé par ce ressenti. Comment comprendre qu'après tant d'années depuis l'entrée en vigueur du marché intérieur en 1987, nous n'en intégrons pas les logiques gagnantes ? Cette Europe compétitive autant que collaborative, nous l'avons acceptée en signant les traités successifs. Nos représentants adoptent stratégies, législation et budgets de l'UE. L'urgence réside donc dans notre capacité à identifier les menaces et les opportunités de l'Europe actuelle. C'est-à-dire à travailler d'abord sur nous-mêmes. C'est une responsabilité collective, toute tendance politique confondue et tout acteur économique public comme privé, en œuvrant ensemble.

La France dispose de formidables capacités d'innovation comme de production. Notre faiblesse est d'abord en nous-même avant d'être recherchée dans la malice ou l'agressivité de nos partenaires européens. Certes, les exemples des succès de l'Europe du Nord ont pour source une organisation quasi-militaire de leur influence dans l'UE pour maîtriser, l'innovation, les technologies, les orientations politiques, le droit, la législation, les normes de l'UE - des autorisations de mise sur le marché, les financements ...

En conclusion avant d'aller plus loin ...

Dans un premier temps, il est encore nécessaire de décortiquer les raisons de cette situation. Trop souvent réduites à quelques critères de compétitivité économique, nous devons également rechercher les raisons de notre décrochage économique dans notre déni des réalités européennes en lien avec la défense de notre économie.

Puis, dans un second temps, quelles sont les pistes pour en sortir ? Inutile de chercher des vertus ou des modèles comme s'il existait un graal allemand. Observons nos partenaires européens mais la solution est en nous, à partir de nous, avec nos capacités et selon nos modes opératoires.

Comment être plus offensif que défensif dans le marché intérieur ?

Quel programme national d'intelligence économique initier pour trouver une compétitivité sur le marché intérieur européen ?

Cela procède de changements dans la manière dont la gouvernance du pays, des territoires et des acteurs économiques appréhende ces questions. C'est un défi d'intelligence économique pour que de travailler ensemble sur les technologies, les législations, les stratégies politiques, les financements. Il en ressort la nécessité de travailler ensemble et de se mettre à la pratique de la war room entre le public et le privé sur la scène européenne.

Tel est l'objet de cette démarche qui s'adresse au monde politique, autant au secteur public que privé, autant aux enseignants et étudiants qu'aux cadres, autant aux dirigeants d'entreprises qu'aux partenaires sociaux afin de faire de l'UE un enjeu commun.

Nicolas Ravailhe